



Liberal Party of Canada | Parti libéral du Canada

81 rue Metcalfe Street, Suite 600
Ottawa (Ontario) K1P 6M8

April 15, 2011

Ryder Lee, Manager, Federal Provincial Relations
Canadian Cattlemen's Association
1207 - 350 Sparks Street
Ottawa, ON K1R 7S8
By email to RLee@cattle.ca

Dear Mr. Lee,

Enclosed, please find the Liberal Party response to your questionnaire.

For more information on the Liberal Party of Canada's vision for Canada, please take a moment to review our policies online at www.liberal.ca. This site provides details on Liberal goals and priorities.

On behalf of our Leader, Michael Ignatieff, and the entire Liberal team, thank you for writing to identify the major concerns of your membership. We appreciate your interest in the Liberal Party's policies as they relate to the issues which affect you.

Sincerely,

Alfred Aapps, President
Liberal Party of Canada

Questionnaire de la Canadian Cattlemen's Association

Pour l'élaboration de vos réponses, n'hésitez pas à vous référer au document "Information à l'intention des candidats à la 41e élection fédérale du Canada" daté du 1e avril 2011 disponible au: www.cattle.ca .

1. Quelles sont les priorités de votre parti en matière d'accès aux marchés agricoles?

Le Parti libéral du Canada croit que les agriculteurs canadiens produisent les aliments les plus sûrs et de la meilleure qualité au monde. Nous nous engageons à mettre en œuvre la première politique alimentaire nationale du Canada qui assurera des revenus agricoles de long terme et durables. Une partie importante de ces efforts consiste à conquérir une plus grande part du marché mondial des produits agricoles. Pour ce faire, le Canada doit consolider son image de marque internationale comme producteur d'aliments de la meilleure qualité au monde.

À cette fin, un gouvernement libéral lancera une nouvelle initiative de l'image de marque du Canada sur les marchés de par le monde. Cela contribuera à stimuler le commerce et les investissements dans les secteurs clés tels que l'agriculture. Les ambassades et les consulats canadiens, en coopération étroite avec les agriculteurs canadiens, joueront un rôle de premier plan concernant l'image de marque du Canada et la conquête des marchés à l'étranger.

2. Quels sont les plans pour la réalisation de ces gains d'accès au marché?

La compétitivité et les débouchés futurs en matière d'exportations au Canada reposent sur l'élargissement de notre part des marchés d'exportation de haute valeur où nous avons une solide réputation qui nous place devant les autres. Un gouvernement libéral **élargira les possibilités d'exportation et bâtira l'image de marque internationale du Canada** comme producteur des produits alimentaires et des boissons de la plus haute qualité au monde en renforçant la coordination entre Agriculture et Agroalimentaire Canada, le ministère des Affaires étrangères et l'Agence canadienne d'inspection des aliments.

3. Que fera votre parti pour résoudre le différend avec les États-Unis concernant l'étiquetage du pays d'origine?

Le Parti libéral du Canada respecte le principe de négociations ouvertes et transparentes lorsqu'il s'agit de traiter avec nos partenaires internationaux. Dans le cadre de notre politique alimentaire nationale nous sommes engagés envers une nouvelle réglementation progressiste sur l'étiquetage qui renseigne les Canadiens de manière claire et simple sur la valeur nutritive des aliments qu'ils achètent, améliore le processus de réglementation des nouvelles allégations relatives à la santé et clarifie l'étiquetage Produit du Canada. Bien que les États-Unis aient leurs propres inquiétudes en matière d'étiquetage des produits que consomment ses citoyens, nous mettrons de l'avant les intérêts des producteurs d'aliments du Canada, qui offrent des aliments sûrs et sains à la consommation au Canada et à l'étranger. Nous sommes ouverts à la tenue de consultations avec toutes les parties intéressées afin d'explorer les options disponibles et de travailler avec les autres pays sur la question de l'étiquetage des produits alimentaires.

4. Que fera votre parti pour poursuivre le travail de l'initiative pour la Coopération réglementaire entre le Canada et les États-Unis?

L'initiative pour la coopération réglementaire est un partenariat intergouvernemental qui couvre plusieurs domaines politiques. Un gouvernement libéral soutiendra les processus qui auront été arrêtés par le précédent gouvernement canadien et le gouvernement des États-Unis. Nous continuerons également à rechercher de nouvelles façons de coopérer avec les États-Unis afin de maintenir ouvert le flux de marchandises entre nos deux pays.

5. Comment votre parti augmentera-t-il le financement de la recherche agricole au Canada?

Le troisième principe du plan libéral pour une politique alimentaire nationale sans précédent repose sur des **revenus agricoles durables : le soutien à l'innovation et la protection contre les risques**.

Les revenus agricoles durables, les infrastructures rurales, la recherche et l'innovation sont essentiels pour assurer au Canada le maintien d'un système de production alimentaire solide et dynamique. *Malheureusement, les agriculteurs canadiens sont confrontés à des programmes qui manquent de cohérence et sur lesquels ils ne peuvent compter.* Un gouvernement libéral travaillera de concert avec les agriculteurs canadiens pour élaborer des programmes agricoles émanant des fermes, et non d'Ottawa, grâce aux engagements suivants :

- Un « **engagement à repartir sur de nouvelles bases** » afin de revoir en profondeur les programmes du ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire en partenariat avec les agriculteurs au cours de la première année de son mandat, y compris les programmes de gestion des risques, de recherche agricole, en matière d'environnement et d'innovation.
- Un engagement à **rétablir** la mission première de l'initiative **AgriFlex** afin d'offrir des programmes régionaux souples, notamment une gestion efficace et sécuritaire des risques pour aider les agriculteurs à assumer les frais de production. Ces mesures pourraient inclure le Plan de gestion des risques en Ontario, le programme d'assurance stabilisation des revenus agricoles au Québec, une assurance pour les prix sur marché et une assurance améliorée pour les cultures dans l'Ouest ou une initiative pour encourager les achats locaux dans les provinces atlantiques.

6. Quel est le plan de votre parti quant à la transition vers une politique sur les biocarburants basée sur le marché au Canada?

Un gouvernement libéral encouragera les technologies pour les biocarburants dans le cadre de notre engagement à soutenir les ressources propres, l'un de nos trois secteurs champions canadiens. Les ressources propres seront une priorité économique dans tous les ministères et seront au cœur de la collaboration avec d'autres gouvernements, ainsi qu'avec des leaders du

milieu des affaires et du milieu universitaire. Et nous établirons des incitatifs fiscaux destinés à des entreprises émergentes innovantes dans ces secteurs champions du Canada.

Les libéraux s'engagent à quadrupler la production d'énergie renouvelable du Canada par rapport au niveau de 2009 d'ici 2017 pour réduire les émissions de gaz à effet de serre de façon importante et créer des emplois dans le secteur de l'énergie propre. Pour nous aider à atteindre cet objectif, nous ressusciterons le programme Encouragement à la production d'énergie renouvelable (EPER), un programme très efficace qui a été supprimé par les conservateurs de Harper. Ce programme incitera les producteurs d'énergie renouvelable à accélérer le développement de technologies commercialisables axées sur des sources telles que le soleil, le vent, les marées et la biomasse, y compris les biocarburants. Parallèlement aux initiatives provinciales, un investissement d'un milliard de dollars dans le programme EPER augmentera les sources d'énergie renouvelable du Canada à 10 pour cent de notre production énergétique globale d'ici 2017.

7. Comment votre parti prévoit-il collaborer avec les producteurs de bovins pour augmenter la résilience des prairies, améliorer la conservation de la biodiversité et améliorer les habitats fauniques?

Un gouvernement libéral travaillera de concert avec les agriculteurs canadiens pour **renforcer la planification agroenvironnementale des fermes**, favoriser **l'amélioration de la gestion des engrais et des pesticides**, et instaurer de nouveaux programmes sur les produits et services écologiques qui récompensent les agriculteurs pour leurs initiatives écologiques durables, notamment **réserver des terres pour la préservation d'habitats fauniques** ou pour **la séquestration du carbone**.

Nous travaillerons avec les producteurs de bovins et les autres partenaires de la communauté agricole afin d'explorer les autres mesures de conservation que l'on peut prendre afin de s'assurer que les riches terres agricoles du Canada peuvent être préservées pour les générations à venir.

Un gouvernement libéral s'alliera aux provinces, aux territoires, aux Premières nations et aux groupes voués à la conservation pour protéger davantage d'aires naturelles intactes du Canada. Il privilégiera une approche de conservation axée sur les écosystèmes en vertu de laquelle les parcs nationaux, les parcs provinciaux et les autres aires protégées, dont des parties de notre forêt boréale, seront reliés au moyen « d'écocorridors » protégés qui permettront aux espèces de se déplacer entre ces aires protégées.

8. Quelles sont les autres initiatives environnementales de votre parti?

Un gouvernement libéral apportera le leadership nécessaire à une transition réussie vers l'économie de demain prospère et plus propre grâce à des mesures dans quatre domaines principaux : devenir un leader mondial dans les ressources propres, un nouveau partenariat

canadien pour les énergies propres, des mesures sur les changements climatiques et la gestion de notre environnement naturel.

Sous un gouvernement libéral, nous serons les premiers au monde sur la question du développement des ressources propres. Ceci signifie à la fois exporter des produits à base de ressources naturelles qui ont été extraites et transformées en perturbant le moins possible l'environnement, et transmettre à d'autres marchés le savoir, les technologies et l'expertise nécessaires à la gestion, à la transformation et à la consommation responsables des ressources naturelles.

Un gouvernement libéral lancera le partenariat canadien pour l'énergie propre et invitera les gouvernements provinciaux et territoriaux, le secteur privé et les parties intéressées à collaborer pour réaliser les cinq objectifs nationaux suivants :

- gérer la transition à long terme vers l'économie de demain fondée sur de faibles émissions en carbone;
- aider les familles à améliorer leur efficacité énergétique et leur efforts de conservation de l'énergie;
- encourager les entreprises canadiennes à devenir plus concurrentielles en améliorant leur efficacité énergétique;
- créer des emplois associés aux technologies propres ici au Canada ; et
- créer des emplois associés aux technologies propres ici au Canada.

Afin de prendre des actions fermes dans le domaine des changements climatiques, un gouvernement libéral mettra sur pied un système de plafonnement et d'échanges un mécanisme qui établira un plafond des émissions totales de gaz à effet de serre provenant des grandes installations industrielles et qui vendra aux enchères des permis d'émission aux entreprises qui pourront ensuite s'échanger ces permis entre elles en conformité avec la loi.

Le Parti libéral du Canada mettra également en œuvre un nombre de mesures pour la gestion de notre environnement naturel comme :

- la gestion des parcs et des aires protégées;
- la stratégie canadienne sur l'eau douce;
- la gestion des océans canadiens
- un plan d'urgence de calibre mondial en cas de déversement pétrolier
- la non-délivrance de nouveaux permis d'exploitation pétrolière dans les eaux arctiques du Canada; et
- Officialiser le moratoire existant sur le passage de pétroliers transportant du brut au large de la Colombie-Britannique.

9. Comment votre parti prévoit-il améliorer le fardeau réglementaire des producteurs de bovins canadiens?

Les agriculteurs canadiens sont confrontés à des programmes qui manquent de cohérence et sur lesquels ils ne peuvent compter. Un gouvernement libéral travaillera de concert avec les agriculteurs canadiens pour élaborer des programmes agricoles émanant des fermes, et non d'Ottawa.

Un gouvernement libéral prendra un **engagement à repartir sur de nouvelles bases** afin de revoir en profondeur les programmes du ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire en partenariat avec les agriculteurs au cours de la première année de son mandat, y compris les programmes de gestion des risques, de recherche agricole, en matière d'environnement et d'innovation.

10. Quel est le plan de votre parti pour les programmes nationaux de gestion du risque d'entreprise pour les producteurs de bovins canadiens?

Les programmes de gestion des risques de l'entreprise prévoient une assurance appuyée par le gouvernement à l'intention des agriculteurs dont le revenu chute en raison de maladies, des conditions météorologiques ou de toute diminution du chiffre d'affaires imprévue. Bon nombre d'agriculteurs ne sont pas satisfaits des programmes actuels, car ils les trouvent compliqués, imprévisibles et d'aucune aide aux agriculteurs dans le besoin.

La façon la plus sûre de concevoir des programmes qui fonctionnent est de permettre aux agriculteurs de créer les programmes à l'intention des agriculteurs. Un gouvernement libéral croit que les agriculteurs aux prises avec des difficultés financières, qu'ils n'ont pas causées, devraient pouvoir compter sur un appui tangible et prévisible afin d'éviter la catastrophe financière. Un gouvernement libéral rétablirait la mission d'origine du programme AgriFlex qui consistait à offrir des programmes flexibles à l'échelle régionales, y compris une gestion pratique et tangible des risques d'entreprise qui aidera les agriculteurs à assumer leurs frais de production peu importe la région dans laquelle se trouve leur exploitation.

11. Comment votre parti prévoit-il renverser la tendance croissante des différents programmes provinciaux individuels de gestion du risque d'entreprise qui opposent les producteurs d'une région contre une autre en fonction des budgets du gouvernement provincial?

Un gouvernement libéral **rétablira** la mission première de l'initiative **AgriFlex** afin d'offrir des programmes régionaux souples, notamment une gestion efficace et sécuritaire des risques pour aider les agriculteurs à assumer les frais de production. Ces mesures pourraient inclure le Plan de gestion des risques en Ontario, le programme d'assurance stabilisation des revenus agricoles au Québec, une assurance pour les prix sur marché et une assurance améliorée pour les cultures dans l'Ouest ou une initiative pour encourager les achats locaux dans les provinces atlantiques.

Le programme de gestion du risque est un programme fiable et pratique conçu par les agriculteurs pour les agriculteurs, et il aide nos fermiers à joindre les deux bouts. Malgré les précieux avantages qu'il peut offrir aux fermiers, les conservateurs refusent d'appuyer ce programme.